

Résultats du premier trimestre 2019

Boulogne-Billancourt (France), le 16 mai 2019 – Vallourec, un leader mondial des solutions tubulaires premium, annonce aujourd'hui ses résultats du premier trimestre 2019. L'information financière consolidée a été présentée par le Directoire au Conseil de Surveillance le 15 mai 2019.

- **Chiffre d'affaires de 1 025 millions d'euros, en hausse de 19 % par rapport au T1 2018** (+17 % à taux de change constants)
- **Résultat brut d'exploitation ⁽¹⁾ de 67 millions d'euros contre - 5 millions d'euros au T1 2018**
- **Réduction de la consommation de flux de trésorerie disponible à - 159 millions d'euros, soit une amélioration de 95 millions d'euros par rapport au T1 2018, reflétant :**
 - L'amélioration des flux de trésorerie générés par l'activité à - 29 millions d'euros, contre - 83 millions d'euros au T1 2018
 - La réduction du besoin en fonds de roulement net à 117 jours de chiffre d'affaires, contre 121 jours au T1 2018
- **Dette nette de 2 125 millions d'euros** (après retraitement de 58 millions d'euros en dette de location en application d'IFRS 16 ⁽¹⁾)

- **Confirmation des perspectives pour 2019**

Compte tenu des tendances actuelles sur le plan économique et sur ses marchés⁽²⁾, le Groupe :

- confirme son anticipation de la poursuite de la reprise de l'activité Pétrole et Gaz principalement tirée par les marchés internationaux
- confirme ses objectifs pour 2019, avec :
 - une forte croissance du résultat brut d'exploitation, soutenue par les tendances de marché, les économies supplémentaires et la poursuite du déploiement des nouvelles routes de production compétitives du Groupe
 - la poursuite de l'amélioration du besoin en fonds de roulement, au-delà des mouvements saisonniers habituels (pic de décaissements au S1), avec une réduction du nombre de jours de besoin en fonds de roulement, en moyenne trimestrielle et en fin d'exercice.
 - des investissements industriels de l'ordre de 180 millions d'euros, un niveau reflétant les besoins correspondant à la nouvelle empreinte industrielle du Groupe
- Sur la base des tendances actuelles de marché et des objectifs énoncés ci-dessus, le Groupe respecterait son covenant bancaire à la fin de l'exercice.

⁽¹⁾ Les effets détaillés de l'application d'IFRS 16 sur le RBE, la dette nette, la dette de location et les flux de trésorerie disponible sont décrits dans l'analyse des résultats consolidés (page 4), la situation financière (page 5) et les annexes (pages 11,12, 13 et 14)

⁽²⁾ Cf. paragraphe « Réflexions et informations prospectives »

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Chiffres clés

T1 2019	T1 2018	% de variation	En millions d'euros	T4 2018
571	515	11 %	Production expédiée (milliers de tonnes)	694
1 025	862	19 %	Chiffre d'affaires	1 116
67	(5)	72 m€	Résultat brut d'exploitation ⁽³⁾	89
6,5 %	-0,6 %	7,1 pts	En % du CA	8,0 %
(90)	(170)	80 m€	Résultat net, part du Groupe	(103)
(159)	(254)	95 m€	Cash-flow disponible	76

31 Mars 2019 post IFRS 16	Variation vs 1 Jan. 2019	En millions d'euros	1 Jan. 2019 post IFRS 16	31 Déc. 2018
2 125	126 m€	Dette nette ⁽³⁾	1 999	2 058

⁽³⁾ IFRS 16 T1 2019 : les effets détaillés sur le RBE, la dette nette, la dette de location et les flux de trésorerie disponible sont décrits dans l'analyse des résultats consolidés (page 4), la situation financière (page 5) et les annexes (pages 11, 12, 13 et 14)
NB : la dette nette de 2 058 millions d'euros à fin décembre 2018 inclut 59 millions d'euros de dette de location-financement

Commentant ces résultats, Philippe Couzet, Président du Directoire, a déclaré :

« Au premier trimestre, Vallourec a, de nouveau, délivré une performance financière en nette amélioration par rapport au premier trimestre 2018. La forte croissance du résultat brut d'exploitation résulte notamment du redémarrage de notre activité dans les régions EA-MEA, notre principal marché Pétrole et Gaz, où nos commandes ont doublé en 2018.

Par ailleurs, notre performance en termes de flux de trésorerie s'est nettement améliorée, avec une réduction de la consommation de flux de trésorerie disponible de près de 100 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2018, du fait de l'augmentation du résultat brut d'exploitation et de la réduction de la consommation de trésorerie liée au besoin en fonds de roulement.

Concernant le reste de l'année, nous confirmons notre anticipation d'une poursuite de la reprise du marché Pétrole et Gaz, bien que de manière différente pour chacune de nos régions principales : alors que le marché nord-américain a ralenti pendant la première partie de l'exercice, nous sommes très confiants quant à la solidité de la reprise du marché dans les régions EA-MEA. Ces dernières contribueront fortement à l'amélioration de nos résultats en 2019 et bénéficieront de la compétitivité de nos nouvelles routes de production brésilienne et chinoise.

Nous anticipons également le redémarrage de l'activité d'exploration au Brésil, où nous bénéficions de positions solides. Celui-ci devrait intervenir dès l'année prochaine compte tenu des engagements de forage pris par les compagnies pétrolières à la suite des appels d'offres pour l'octroi de droits d'exploration et production intervenus au cours des deux dernières années.

Nous progressons, notamment en Allemagne, dans la réalisation des économies de coûts supplémentaires d'au moins 200 millions d'euros que nous avons annoncées récemment. Nous confirmons qu'une part importante de ces économies sera réalisée dès 2019.

Compte tenu de ces perspectives et des tendances actuelles de l'économie et de nos marchés, nous confirmons nos objectifs pour 2019 avec, en particulier, une forte croissance du résultat brut d'exploitation, une amélioration du besoin en fonds de roulement en nombre de jours tant en moyenne trimestrielle qu'en fin d'exercice, et le respect de notre covenant bancaire à la fin de 2019. »

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

I - CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ PAR MARCHÉ

In millions of euros	T1 2019	T1 2018	Variation	A taux de change constants	T4 2018
Pétrole et Gaz, Pétrochimie	739	584	27 %	23 %	821
Industrie & Autres	236	180	31 %	34 %	235
Energie électrique	50	98	- 48 %	- 48 %	60
Total	1 025	862	19 %	17 %	1 116

Au cours du premier trimestre 2019, Vallourec a enregistré un chiffre d'affaires de 1 025 millions d'euros, en hausse de 19 % par rapport au premier trimestre 2018 (+17% à taux de change constants) avec un effet volume positif de 11 % principalement lié aux activités Pétrole et Gaz dans les régions EA-MEA et un effet prix/mix positif de 6 % qui s'explique principalement par des prix plus élevés sur les produits OCTG en Amérique du Nord. Concernant « Industrie & Autres », le chiffre d'affaires a progressé en Amérique du Sud.

Par rapport au quatrième trimestre 2018, le chiffre d'affaires du premier trimestre 2019 s'est inscrit en baisse de 8 %. La baisse enregistrée s'explique par de moindres volumes pour l'activité Pétrole et Gaz dans les régions EA-MEA, liés à un effet de calendrier sur les livraisons, en partie compensés par une légère augmentation du chiffre d'affaires en Amérique du Nord (Pétrole et Gaz) et en Amérique du Sud (Industrie & Autres).

Pétrole et Gaz, Pétrochimie (72 % du chiffre d'affaires consolidé)

Au 1^{er} trimestre 2019, le chiffre d'affaires **Pétrole et Gaz** a atteint 672 millions d'euros, en forte hausse de 181 millions d'euros, soit + 37 % par rapport au 1^{er} trimestre 2018 (+ 33 % à taux de change constants).

- Dans les régions EA-MEA, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz a nettement progressé par rapport au 1^{er} trimestre 2018, soutenu par une forte croissance des ventes des produits OCTG, suite aux commandes enregistrées au cours de l'année 2018.
- En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz a augmenté par rapport au 1^{er} trimestre 2018, principalement sous l'effet de la hausse des prix appliquée à partir du troisième trimestre 2018.
- En Amérique du Sud, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz est en légère baisse par rapport au 1^{er} trimestre 2018.

Le chiffre d'affaires **Pétrochimie** a atteint 67 millions d'euros, en baisse de 28 % par rapport au 1^{er} trimestre 2018 (- 31 % à taux de change constants) en raison notamment de moindre ventes en Amérique du Nord et d'une réallocation de l'activité, au Moyen-Orient et en Asie, vers des produits à plus forte marge.

Industrie & Autres (23 % du chiffre d'affaires consolidé)

Au 1^{er} trimestre 2019, le chiffre d'affaires **Industrie & Autres** s'est élevé à 236 millions d'euros, en hausse de 31 % par rapport au 1^{er} trimestre 2018 (+ 34 % à taux de change constants) :

- En Europe, le chiffre d'affaires et les volumes sont restés presque stables.
- Au Brésil, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse, notamment celui de l'activité minière.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Énergie électrique (5 % du chiffre d'affaires consolidé)

Au 1^{er} trimestre 2019, le chiffre d'affaires **Énergie électrique** a été de 50 millions d'euros, en baisse de 48 % par rapport au 1^{er} trimestre 2018. Comme précédemment indiqué, ce recul est lié à un déclin de la demande mondiale pour les centrales électriques conventionnelles au charbon.

Pour rappel, le Groupe a engagé un plan de cession de ses actifs dédiés aux centrales conventionnelles au charbon.

II - ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU 1^{er} TRIMESTRE 2019

Le résultat brut d'exploitation s'est établi à 67 millions d'euros, en hausse de 72 millions d'euros par rapport au 1^{er} trimestre 2018, avec :

- Une marge industrielle de 168 millions d'euros, en hausse de 65 millions d'euros par rapport au 1^{er} trimestre 2018 (+ 4,5 points de pourcentage), reflétant (i) la croissance des volumes, (ii) un prix/mix favorable dans l'activité Pétrole et Gaz, (iii) un effet de change positif et (iv) les économies liées au Plan de Transformation. Ces éléments compensent largement la hausse du prix des matières premières.
- Des coûts administratifs, commerciaux et de recherche (SG&A), en baisse de 8 % à 93 millions d'euros, soit 9 % du chiffre d'affaires contre 12 % au 1^{er} trimestre 2018, reflétant le contrôle strict des coûts.
- Le résultat brut d'exploitation inclut un effet IFRS 16 positif de 8 millions d'euros et une augmentation nette des provisions de 6 millions d'euros.

Hors variation des provisions et effet IFRS 16, le résultat brut d'exploitation du 1^{er} trimestre 2019 s'est élevé à 65 millions d'euros, à comparer à - 13 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2018 et 62 millions d'euros au 4^{ème} trimestre 2018.

Le résultat d'exploitation s'est amélioré de + 111 millions d'euros et s'est établi à une perte de 19 millions d'euros, contre une perte de 130 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2018. L'amélioration résulte de la hausse du résultat brut d'exploitation, de la réduction des charges de « Cession d'actifs, restructuration et autres » et de l'absence de dépréciations d'actifs. Pour rappel, au 1^{er} trimestre 2018, ces éléments non récurrents s'élevaient à - 46 millions d'euros et étaient principalement liés aux mesures de restructuration menées en Europe.

Les « Amortissements et autres dépréciations » comprennent un impact IFRS 16 de - 7 millions d'euros (amortissement du droit d'usage).

Le résultat financier est négatif à - 61 millions d'euros, contre - 43 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2018, principalement en raison de (i) charges d'intérêts plus élevées du fait des 400 millions d'euros d'obligations émises en avril 2018, (ii) du résultat de change des couvertures des opérations commerciales et (iii) d'un effet IFRS 16 de - 3 millions d'euros (charges d'intérêts sur la dette de location).

L'impôt sur les bénéfices s'est établi à - 8 millions d'euros, lié principalement à l'activité au Brésil, contre un impôt nul au 1^{er} trimestre 2018.

Le résultat net, part du Groupe est une perte de 90 millions d'euros, contre une perte de 170 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2018.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

III - FLUX DE TRÉSORERIE & SITUATION FINANCIÈRE

Flux de trésorerie générés par l'activité

Au 1^{er} trimestre, **les flux de trésorerie générés par l'activité ont atteint - 29 millions d'euros**, contre - 83 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2018, **en amélioration de 54 millions d'euros**.

Besoin en fonds de roulement lié à l'activité

Le besoin de fonds de roulement lié à l'activité a augmenté de 113 millions d'euros, contre une augmentation de 152 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2018. Cette amélioration de la performance a été obtenue, au-delà de l'augmentation saisonnière habituelle entre le 4^{ème} et le 1^{er} trimestre, grâce à la diminution du nombre de jours de besoin en fonds de roulement : conformément à nos objectifs, le besoin en fonds de roulement net a ainsi été ramené à 117 jours de vente, contre 121 au 1^{er} trimestre 2018.

Investissements industriels

Les investissements industriels ont été quasi stables à - 17 millions d'euros, contre - 19 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2018.

Flux de trésorerie disponible

Le Groupe a ainsi généré **un flux de trésorerie disponible négatif de - 159 millions d'euros, en amélioration de 95 millions d'euros** par rapport au flux de trésorerie disponible de - 254 millions d'euros du 1^{er} trimestre 2018.

Dettes nette et liquidité

Au 31 mars 2019, la dette nette s'est élevée à 2 125 millions d'euros, contre 1 999 millions d'euros au 1^{er} janvier 2019. 59 millions d'euros de dette nette ont été reclassés en dette de location au 1^{er} janvier 2019 en application de la norme IFRS 16 (cf. tableau en page 13).

La dette de location s'est élevée au 31 mars 2019 à 137 millions d'euros, incluant le retraitement au titre d'IFRS 16 de (i) 58 millions d'euros qui étaient précédemment comptabilisés en dette nette et (ii) 79 millions d'euros précédemment enregistrés comme dette de location opérationnelle dans les éléments « hors bilan ».

Le 19 février 2019, Sumitomo Corporation a participé via un apport en numéraire à une augmentation de capital de Vallourec Star, filiale de Vallourec aux États-Unis, au prorata de sa participation au capital (19,47 %), pour un montant de 51 millions d'euros.

Le Groupe continue de bénéficier d'une bonne position de liquidité. Au 31 mars 2019, Vallourec disposait de 1 072 millions d'euros de trésorerie et de 1 532 millions d'euros de lignes de crédit non tirées sur un montant total de 2 128 millions d'euros de lignes de crédit confirmées.

À la même date, la dette long terme s'élevait à 1 747 millions d'euros et la dette court terme à 1 450 millions d'euros, dont 400 millions d'euros en placement privé, 102 millions d'euros de billets de trésorerie et 596 millions d'euros tirés sur 2 128 millions d'euros de lignes de crédit bancaire confirmées. La moitié (299 millions d'euros) du montant tiré sur ces lignes de crédit bancaire a été remboursée en avril.

Pour mémoire, le 19 février 2019, des lignes de crédit bancaires d'un montant de 600 millions d'euros, venant à échéance initialement en 2020, ont été prolongées jusqu'en février 2021.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Au 31 mars 2019, le ratio d'endettement retraité (« covenant bancaire ») tel que défini dans les contrats bancaires⁽⁴⁾ et testé une fois par an le 31 décembre, est estimé à 78 %. L'entrée en vigueur d'IFRS 16 est sans effet sur le ratio « covenant bancaire ».

IV - PLAN DE TRANSFORMATION

De nouvelles initiatives ont été annoncées en février 2019, visant au moins 200 millions d'euros d'économies brutes supplémentaires d'ici 2020. Leur déploiement est en cours.

En Allemagne, notamment, les effectifs ont été réduits au cours du premier trimestre 2019, avec 135 départs sur un objectif de 600 personnes d'ici 2020, dans le cadre du plan d'économies de grande envergure qui a été engagé.

V - PRINCIPALES TENDANCES DE MARCHÉ

En 2019, sur la base des conditions macroéconomiques et de marché actuelles, Vallourec anticipe la poursuite de la reprise du marché Pétrole et Gaz, bien que de manière inégale dans chacune de ses régions principales.

Pétrole et Gaz

- Dans les régions EA-MEA, le Groupe devrait fortement bénéficier de la progression de l'activité pour les projets Pétrole et Gaz, ainsi que de la poursuite du déploiement de ses nouvelles routes compétitives. Le Groupe dispose en particulier d'un carnet de commandes solide sur les régions Mer du Nord, Asie du Sud-Est, Moyen-Orient et Afrique.
- En Amérique du Nord, après le ralentissement du marché observé sur la première partie de l'année, le second semestre pourrait bénéficier de l'effet positif du rebond récent des cours du prix du pétrole WTI, bien que pouvant être contrebalancé par la plus grande rigueur des opérateurs en matière de dépenses d'investissement.
- Au Brésil, l'activité de forage devrait se maintenir à un niveau stable durant l'année.

Industrie & Autres

- En Europe, le secteur est confronté au recul de la demande et à une certaine pression sur les prix, en particulier en Allemagne.
- Au Brésil, l'amélioration des perspectives économiques devrait favoriser les secteurs de l'Industrie. Les perspectives sont favorables pour l'exploitation minière, pour laquelle une extension des capacités est à l'étude.

Matières premières et devises

- Les coûts de la ferraille se sont stabilisés après leur forte hausse au premier semestre 2018.
- Aux taux de change actuels, l'impact de change défavorable observé en 2018 ne devrait pas se reproduire en 2019.

⁽⁴⁾ Tel que défini dans les contrats bancaires, le « covenant bancaire » est le ratio de l'endettement net consolidé du Groupe incluant le prêt actionnaire au Brésil et la "dette de location financement" comprise dans la dette nette au 31 décembre 2018 (sans la "dette de location opérationnelle") sur les capitaux propres du Groupe retraités des réserves de variation de juste valeur des instruments financiers et des réserves de conversion. Ce ratio d'endettement est testé une fois par an, le 31 décembre, et doit être inférieur à un plafond de 100 % à cette date.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

VI - PERSPECTIVES 2019

Compte tenu des tendances actuelles sur le plan économique et sur ses marchés ⁽⁵⁾, le Groupe :

- confirme son anticipation de la poursuite de la reprise de l'activité Pétrole et Gaz principalement tirée par les marchés internationaux
- confirme ses objectifs pour 2019, avec :
 - une forte croissance du résultat brut d'exploitation, soutenue par les tendances de marché, les économies supplémentaires et la poursuite du déploiement des nouvelles routes de production compétitives du Groupe
 - la poursuite de l'amélioration du besoin en fonds de roulement, au-delà des mouvements saisonniers habituels (pic de décaissements au S1), avec une réduction du nombre de jours de besoin en fonds de roulement, en moyenne trimestrielle et en fin d'exercice.
 - des investissements industriels de l'ordre de 180 millions d'euros, un niveau reflétant les besoins correspondant à la nouvelle empreinte industrielle du Groupe
- Sur la base des tendances actuelles de marché et des objectifs énoncés ci-dessus, le Groupe respecterait son covenant bancaire à la fin de l'exercice.

Réflexions et informations prospectives

Ce communiqué de presse contient des réflexions et des informations prospectives. De par leur nature, ces réflexions et informations comprennent des projections financières et des estimations ainsi que les hypothèses sur lesquelles celles-ci reposent, des déclarations portant sur des projets, des objectifs et des attentes concernant des opérations, des produits et services ou les performances futures. Bien que la Direction de Vallourec estime que ces réflexions et informations prospectives sont raisonnables, Vallourec ne peut garantir leur exactitude ou leur exhaustivité. Ces réflexions et informations prospectives sont soumises à de nombreux risques et incertitudes qui sont difficiles à prévoir et généralement en dehors du contrôle de Vallourec, qui peuvent impliquer que les résultats et événements effectivement réalisés diffèrent significativement de ceux qui sont exprimés, induits ou prévus dans les réflexions et les informations prospectives. Ces risques comprennent ceux qui sont développés ou identifiés dans les documents publics déposés par Vallourec auprès de l'AMF, y compris ceux énumérés dans la section « Facteurs de Risques » du Document de référence déposé auprès de l'AMF le 29 mars 2019.

Présentation des résultats du premier trimestre de l'exercice 2019

Conférence analyste téléphonique en anglais et audio webcast à 18h30 (heure de Paris).

- Pour écouter l'audio webcast : https://channel.royalcast.com/webcast/vallourec-en/20190516_1/
- Pour participer à la conférence, veuillez composer le (utiliser le mot de passe « Vallourec ») :
 - +44 (0) 20 3003 2666 (Royaume-Uni)
 - +33 (0) 1 7037 7166 (France)
 - +1 212 999 6659 (États-Unis)
- L'audio webcast et la présentation seront disponibles sur le site web à l'adresse suivante : <http://www.vallourec.com/EN/GROUP/FINANCE>

⁽⁵⁾ Cf. paragraphe « réflexions et informations prospectives »

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

À propos de Vallourec

Leader mondial sur ses marchés, Vallourec fournit des solutions tubulaires de référence pour les secteurs de l'énergie et pour d'autres applications parmi les plus exigeantes : des puits de pétrole et de gaz en conditions extrêmes aux centrales électriques de dernière génération, en passant par des projets architecturaux audacieux et des équipements mécaniques ultra-performants. Fidèle à son esprit pionnier et fort d'une R&D de pointe, Vallourec ne cesse de repousser les frontières technologiques. Implanté dans une vingtaine de pays, au plus près de ses clients, le Groupe rassemble près de 19 000 collaborateurs passionnés et engagés qui offrent bien plus que des tubes : ils proposent des solutions toujours plus innovantes, fiables et compétitives, pour rendre possibles tous les projets.

Coté sur Euronext à Paris (code ISIN : FR0000120354, Ticker VK) et éligible au Service de Règlement Différé (SRD), Vallourec fait partie des indices SBF 120.

Aux États-Unis, Vallourec a mis en place un programme sponsorisé d'American Depositary Receipt (ADR) de niveau 1 (code ISIN : US92023R2094, Ticker : VLOWY). La parité entre l'ADR et l'action ordinaire Vallourec est de 5 pour 1.

Calendrier

23 mai 2019	Assemblée générale des actionnaires
24 juillet 2019	Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2019

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Relations investisseurs

Jean-Marc Agabriel
Tél. : +33 (0)1 49 09 39 77
Investor.relations@vallourec.com

Relations presse

Mathieu Carré
Tél. : +33 (0)1 41 03 78 71/ +33 (0)6 89 95 53 30
mathieu.carre@vallourec.com

Relations actionnaires individuels

N° Vert : 0 800 505 110
actionnaires@vallourec.com

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Annexes

Pièces jointes à ce communiqué :

- Production expédiée
- Taux de change
- Chiffre d'affaires par zone géographique
- Chiffre d'affaires par marché
- Compte de résultat consolidé résumé
- Bilan consolidé résumé
- Dette de location IFRS 16
- Covenant bancaire
- Flux de trésorerie disponible
- Tableau des flux de trésorerie
- Définitions des données financières à caractère non strictement comptable

Production expédiée

En milliers de tonnes	2019	2018	Variation
T1	571	515	11 %
T2		572	
T3		583	
T4		694	
Total	571	2 364	

Taux de change

Taux de change moyen	T1 2019	T1 2018
EUR / USD	1,14	1,23
EUR / BRL	4,28	3,99
USD / BRL	3,77	3,25

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Chiffre d'affaires par zone géographique

<i>En millions d'euros</i>	T1 2019	<i>En % du CA</i>	T1 2018	<i>En % du CA</i>	<i>Variation en %</i>
Europe	153	15 %	137	16 %	12 %
Amérique du Nord	338	33 %	279	32 %	21 %
Amérique du Sud	167	16 %	140	16 %	19 %
Asie et Moyen-Orient	247	24 %	264	31 %	-6 %
Reste du Monde	120	12 %	42	5 %	186 %
Total	1 025	100 %	862	100 %	19 %

Chiffre d'affaires par marché

<i>En millions d'euros</i>	T1 2019	<i>En % du CA</i>	T1 2018	<i>En % du CA</i>	<i>% de variation</i>	T4 2018
Pétrole et Gaz	672	66 %	491	57 %	37 %	737
Pétrochimie	67	6 %	93	11 %	-28 %	84
Pétrole et Gaz, Pétrochimie	739	72 %	584	68 %	27 %	821
Mécanique	113	11 %	93	11 %	22 %	146
Automobile	31	3 %	38	4 %	-18 %	34
Construction & autres	92	9 %	49	6 %	88 %	55
Industrie & Autres	236	23 %	180	21 %	31 %	235
Energie électrique	50	5 %	98	11 %	-48 %	60
Total	1 025	100 %	862	100 %	19 %	1 116

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Compte de résultat consolidé résumé

T1 2019	T1 2018	% de variation	En millions d'euros	T4 2018
1 025	862	19 %	CHIFFRE D'AFFAIRES	1 116
(857)	(759)	13 %	Coûts industriels des produits vendus*	(910)
168	103	63 %	Marge industrielle	206
16,4 %	11,9 %	4,5 pts	(En % du CA)	18,5 %
(93)	(101)	-8 %	Coûts administratifs, commerciaux et de recherche*	(106)
(8)	(7)	na	Autres	(11)
67	(5)	72 M€	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION ⁽⁶⁾	89
6,5 %	-0,6 %	7,1 pts	RBE/Chiffre d'affaires en %	8,0 %
(66)	(70)	-5 %	Amortissements industriels	(69)
(15)	(9)	na	Amortissements et autres dépréciations ⁽⁷⁾	(8)
-	(13)	na	Dépréciations d'actifs	(38)
(5)	(33)	na	Cession d'actifs, restructuration et autres	(17)
(19)	(130)	111 M€	RESULTAT D'EXPLOITATION	(43)
(61)	(43)	42 %	Résultat financier ⁽⁸⁾	(55)
(80)	(173)	93 M€	RESULTAT AVANT IMPOT	(98)
(8)	-	na	Impôt sur les bénéfices	(3)
(1)	-	na	Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	-
(89)	(173)	84 M€	RESULTAT NET TOTAL	(101)
(1)	3	na	Participations ne donnant pas le contrôle	2
(90)	(170)	80 M€	RESULTAT NET, PART DU GROUPE	(103)
(0,2)	(0,4)	0,2 €	RESULTAT NET PAR ACTION (en €)	(0,2)

Les effets d'IFRS 16 sur le compte de résultat comprennent :

⁽⁶⁾ Retrait des charges locatives du résultat brut d'exploitation : +8 M€

⁽⁷⁾ Amortissement du droit d'usage : -7 M€

⁽⁸⁾ Charges d'intérêt sur la dette de location : -3 M€

na = sans objet

(*) Avant amortissements

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Bilan consolidé résumé

En millions d'euros							
Actif	31-Mars 2019	1- Janv 2019	31- Déc 2018	Passif	31-Mars 2019	1- Janv 2019	31- Déc 2018
	Post IFRS 16	Post IFRS 16	Pre IFRS 16		Post IFRS 16	Post IFRS 16	Pre IFRS 16
				Capitaux propres, part du Groupe ⁽⁹⁾	1 757	1 802	1 802
				Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	522	462	462
Immobilisations incorporelles nettes	69	71	71	Total des capitaux propres	2 279	2 264	2 264
Écarts d'acquisition	365	358	358	Prêt actionnaire	30	29	29
Immobilisations corporelles nettes	2 753	2 777	2 691	Emprunts et dettes financières (A)	1 747	1 746	1 797
Actifs biologiques	63	60	60	Dettes de location non courante (D)	110	115	-
Entreprises associées	133	134	134	Engagements envers le personnel	214	214	214
Autres actifs non courants	152	156	156	Impôts différés passifs	17	15	15
Impôts différés actifs	259	250	250	Autres provisions et passifs	68	50	50
Total actifs non courants	3 794	3 806	3 720	Total passifs non courants	2 156	2 140	2 076
				Provisions	124	136	136
Stocks et en-cours	1 197	1 135	1 135	Emprunts et concours bancaires courants (B)	1 450	993	1 001
Créances clients et comptes rattachés	714	599	599	Dettes de location courante (E)	27	30	-
Instruments dérivés - actifs	4	3	3	Fournisseurs	595	582	582
Autres actifs courants	243	216	216	Instruments dérivés - passif	42	32	32
Trésorerie et équivalents de trésorerie (C)	1 072	740	740	Autres passifs courants	321	293	293
Total actifs courants	3 230	2 693	2 693	Total passifs courants	2 559	2 066	2 044
TOTAL ACTIF	7 024	6 499	6 413	TOTAL PASSIF	7 024	6 499	6 413
Dettes nettes (A+B-C)	2 125	1 999	2 058 ⁽¹⁰⁾	(9) Résultat net, part du Groupe	(90)		(502)

⁽¹⁰⁾ Dette nette de 2 058 millions d'euros à fin décembre 2018 incluant 59 millions d'euros de dette location financement

Dettes de location (D+E)	137	145	*
---------------------------------	------------	------------	---

* Cf. détail sur la dette de location IFRS 16 en page 13

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Dette de location IFRS 16

31 Mars 2019 post IFRS 16	Variation vs 1 Jan 2019	En millions d'euros	1 Jan 2019 post IFRS 16	31 déc. 2018
58	-1 m€	Dette de location financement ⁽¹¹⁾	59	59
79	-7 m€	Dette de location opérationnelle ⁽¹²⁾	86	-
137	-8 m€	Total dette de location (IFRS 16) ⁽¹³⁾	145	-

⁽¹¹⁾ Incluse dans la dette nette avant application de la norme IFRS 16 ; retraitée en dette de location à compter du 1^{er} janvier 2019

⁽¹²⁾ Dette de location opérationnelle enregistrée dans les éléments hors bilan avant l'adoption d'IFRS 16 ; comptabilisation en dette de location à partir du 1^{er} janvier 2019

⁽¹³⁾ - Nouveaux éléments (dettes de location courantes et non courantes) identifiés au bilan selon IFRS 16

- Au 31 mars 2019, la dette de location de 137 millions d'euros est constituée de :

Dette de location non courante 110 M€

Dette de location courante 27 M€

Covenant bancaire

Tel que défini dans les contrats bancaires, le « covenant bancaire » est le ratio de l'endettement net consolidé du Groupe incluant le prêt actionnaire au Brésil et la "dette de location financement" comprise dans la dette nette au 31 décembre 2018 (sans la "dette de location opérationnelle") sur les capitaux propres du Groupe retraités des réserves de variation de juste valeur des instruments financiers et des réserves de conversion. Ce ratio d'endettement est testé une fois par an, le 31 décembre, et doit être inférieur à un plafond de 100 % à cette date.

En millions d'euros	31-Mar 2019	31-Déc 2018
Dette nette ⁽¹⁴⁾	2 125	2 058
Dette de location financement (Incluse dans la dette nette au 31 Déc 2018)	58	-
Prêt actionnaire	30	29
Dette nette retraitée (a)	2 213	2 087
Capitaux propres Groupe	2 279	2 264
Réserves de conversion	559	624
Réserves - variation de juste valeur des instruments financiers	16	8
Capitaux Groupe retraités (b)	2 854	2 896
Ratio d'endettement retraité = (a) / (b)	78 %	72 %

⁽¹⁴⁾ Dette nette au 31 décembre 2018 incluant 59 millions d'euros de dette de location financement

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Flux de trésorerie disponible

<i>En millions d'euros</i>	T1 2019	T1 2018	Variation	T4 2018
Flux de trésorerie générés par l'activité (A)	(29)	(83)	54 M€	(13)
Variation du BFR lié à l'activité (B) + baisse, (hausse)	(113)	(152)	39 M€	154
Investissements industriels bruts (C)	(17)	(19)	2 M€	(65)
Flux de trésorerie disponible* (A)+(B)+(C)	(159)	(254)	95 M€	76

*Impact IFRS 16 : 5 M€ (impact de +8 millions d'euros sur le RBE et de -3 millions d'euros de charges d'intérêts sur la dette de location)

Tableau des flux de trésorerie

T1 2019	T1 2018	<i>En millions d'euros</i>	T4 2018
(29)	(83)	Flux de trésorerie générés par l'activité	(13)
(113)	(152)	Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité [+ baisse, (hausse)]	154
(142)	(235)	Flux nets de trésorerie générés par l'activité	141
(17)	(19)	Investissements industriels bruts	(65)
33	13	Cessions d'actifs et autres éléments ⁽¹⁵⁾	(37)
(126)	(241)	Variation de l'endettement net [+ baisse, (hausse)]	39
2 125	1 783	Dette nette (fin de période) ⁽¹⁶⁾	2 058

⁽¹⁵⁾ Le 19 février 2019, Sumitomo Corporation a participé via un apport en numéraire à une augmentation de capital de Vallourec Star, filiale de Vallourec aux États-Unis, au prorata de sa participation au capital en pourcentage (19,47 %), pour un montant de 51 M€.

⁽¹⁶⁾ - La dette de location financement (58 M€ au 31 mars 2019) précédemment incluse dans la dette nette est maintenant comptabilisée en dette de location (IFRS 16).

- Dette nette de 1 999 M€ au 1^{er} janvier 2019

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Définitions des données financières à caractère non strictement comptable

Besoin en fonds de roulement : défini comme les créances clients plus les stocks moins les dettes fournisseurs, (hors provision)

Besoin en fonds de roulement net : défini comme le besoin en fonds de roulement net des provisions pour stock et créances clients ; les jours de besoin en fonds de roulement net sont calculés sur la base des ventes trimestrielles annualisées.

Besoin en fonds de roulement lié à l'activité : inclut le besoin en fonds de roulement et les autres créances et dettes.

Covenant bancaire (ou ratio d'endettement retraité) : tel que défini dans les contrats bancaires, le « covenant bancaire » est le ratio de l'endettement net consolidé du Groupe incluant le prêt actionnaire au Brésil et la "dette de location financement" comprise dans la dette nette au 31 décembre 2018 (sans la "dette de location opérationnelle") sur les capitaux propres du Groupe retraités des réserves de variation de juste valeur des instruments financiers et des réserves de conversion. Ce ratio d'endettement est testé une fois par an, le 31 décembre, et doit être inférieur à un plafond de 100 % à cette date.

Dette de location : à partir du 1er janvier 2019, la dette de location est définie comme la valeur actualisée des engagements de loyers futurs

Dette nette : la dette nette consolidée se définit comme les emprunts et dettes financières non courants + emprunts et concours bancaires courants - Trésorerie et équivalents de trésorerie. A partir du 1^{er} janvier 2019, la dette nette exclut la dette de location financement

Données à taux de change constants : les données présentées « à taux de change constants » sont calculées en neutralisant l'effet de conversion en euro du chiffre d'affaires des sociétés du Groupe dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro. L'effet de change de conversion est neutralisé par l'application des taux de change de l'année N-1 au chiffre d'affaires de l'année N de ces sociétés.

Flux de trésorerie disponible : le flux de trésorerie disponible se définit comme le flux de trésorerie généré par l'activité minoré des investissements industriels bruts et majoré/minoré de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

Investissements industriels bruts : les investissements industriels bruts se définissent comme la somme des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et ceux liés aux acquisitions d'actifs biologiques.

Marge industrielle : la marge industrielle se définit comme la différence entre le chiffre d'affaires et les coûts industriels des produits vendus (c'est-à-dire après imputation des coûts industriels variables et des coûts industriels fixes), hors amortissements.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.